

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2010/7-D

26 avril 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Une méthodologie mixte

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, OE*: Mme C. Heider tél.: 066513-2030

Fonctionnaire principale
chargée de l'évaluation, OE: Mme S. Burrows tél.: 066513-2519

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau de l'évaluation

RÉSUMÉ

La présente évaluation donne au bureau de pays et aux partenaires du PAM des éléments fondés sur les résultats antérieurs sur lesquels s'appuyer pour renforcer le programme à l'avenir. Elle tire également des enseignements susceptibles d'éclairer la stratégie d'alimentation scolaire et la mise en place de la nouvelle politique dans ce domaine.

L'évaluation a permis de constater, à partir de méthodes quantitatives et qualitatives, que les taux de scolarisation, d'assiduité et d'achèvement du cycle primaire étaient supérieurs dans les écoles où des repas étaient servis. En outre, les enfants de ces établissements ont obtenu de meilleurs résultats aux examens de fin d'études primaires et une proportion plus grande d'entre eux sont passés dans le cycle secondaire. Cela étant, les repas scolaires n'inversent pas la tendance marquée à l'abandon des études primaires à l'approche de la puberté, notamment chez les filles des communautés pastorales. Si les objectifs de parité filles-garçons sont atteints en termes de scolarisation et d'assiduité, il n'en va pas de même du taux d'achèvement des études. Ces résultats en matière de parité ne peuvent être imputés aux seuls repas scolaires, compte tenu des sérieuses contraintes ne relevant pas de l'alimentation qui pèsent sur l'éducation des filles. De façon générale, les effets directs et les impacts sur le plan éducatif sont plus positifs dans les écoles urbaines que dans les écoles rurales.

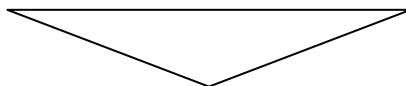
L'alimentation scolaire contribue à réduire sensiblement la faim et à améliorer l'apport en éléments nutritifs, mais elle ne compense pas les insuffisances des prises alimentaires à la maison, notamment lorsque les ménages préparent moins de nourriture sachant que l'enfant bénéficie d'un repas à l'école. Elle fournit également divers filets de sécurité, y compris par une répercussion directe sur le revenu des ménages, par des gains de temps permettant de développer des activités créatrices de revenus. De manière plus indirecte, elle permet à la famille proche de bénéficier de l'aide des enfants qui ont achevé leurs études et disposent de moyens d'existence stables.

Au cours des dix dernières années, le PAM, en partenariat avec le Gouvernement du Kenya et des organisations non gouvernementales, a mis en œuvre son programme d'alimentation scolaire de manière globalement efficace et efficiente. Il a ciblé les populations les plus vulnérables, noué des partenariats fructueux et adapté systématiquement la portée de ses opérations afin de répondre en temps utile à l'évolution des besoins et des circonstances. Le programme est conforme aux priorités nationales dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Les repas scolaires jouent un rôle essentiel pour attirer les enfants à l'école et les inciter à apprendre ce que les évaluateurs appellent "l'effet magnétique". Si l'environnement scolaire est propice, il peut y avoir un "effet catalyseur", poussant les élèves à continuer leurs études. À la puberté, la valeur accrue que représentent les adolescents pour la famille et les pressions culturelles l'emportent dans bien des cas sur la valeur immédiate des repas scolaires. Ceux qui poursuivent leur éducation le doivent souvent à une autre forme d'appui (un "effet incitatif"): la qualité de l'environnement scolaire, la participation des parents et le coût relatif de la fréquentation scolaire pour les ménages sont des facteurs décisifs.

L'évaluation révèle que les impacts bénéfiques de l'alimentation scolaire sont limités s'ils ne sont pas intégrés au contexte élargi. Il est possible d'accroître sensiblement l'efficacité des repas scolaires par la coopération interinstitutionnelle et intersectorielle, dans l'objectif d'associer d'autres interventions qui atténuent les contraintes économiques, sociales et culturelles pesant sur la santé et l'éducation. L'équipe d'évaluation recommande que le PAM s'appuie sur les mesures importantes prises par le Gouvernement du Kenya pour atteindre cet objectif.

PROJET DE DÉCISION*



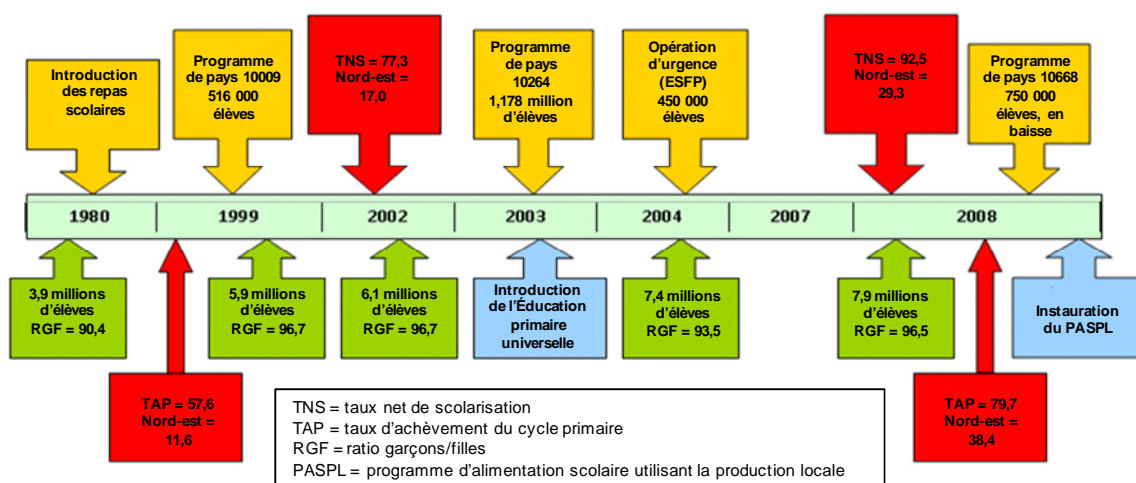
Le Conseil prend note du "Rapport succinct de l'évaluation d'impact des programmes d'alimentation scolaire du PAM au Kenya (1999–2008)–Une méthodologie mixte" (WFP/EB.A/2010/7-D) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.A/2010/7-D/Add.1, et invite le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. La présente évaluation porte sur l'alimentation scolaire appuyée par le PAM au Kenya sur une période de dix ans. Le programme d'alimentation scolaire mené dans ce pays figure parmi les plus vastes et les plus longs que le PAM ait appuyés. Selon l'indicateur 2009 du développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le pays se classe au 147^e rang sur 179, ce qui le place dans la tranche inférieure de la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Le Kenya est un pays importateur de pétrole à déficit vivrier, dont le revenu moyen par habitant était chiffré à 680 dollars É.-U. selon l'estimation de 2009 de la Banque mondiale. Le pays importe 20 pour cent de ses besoins en céréales. Alors que 80 pour cent de sa population de près de 40 millions d'habitants vivent en zone rurale, la plupart des terres ne se prêtent pas à l'agriculture pluviale et sont sujettes à de fortes sécheresses. Les plus grandes poches de vulnérabilité sont concentrées dans les zones arides et semi-arides, qui représentent les deux tiers de la superficie totale des terres.
2. L'alimentation scolaire appuyée par le PAM a débuté en 1980, mais au cours des dix dernières années le programme s'est sensiblement amplifié (voir figure 1 ci-après). L'expansion des repas scolaires au Kenya découle de la multiplication des crises alimentaires dues à la sécheresse et à la violence politique, ainsi qu'à l'instauration en 2003 de l'éducation primaire gratuite obligatoire pour tous les enfants. Les trois activités d'alimentation scolaire examinées sont: le programme de pays 10009 pour 1999-2003; le programme de pays 102654 pour 2004-2008 et les composantes d'alimentation scolaire des opérations d'urgence qui se sont déroulées entre 2004 et 2007. Les repas scolaires appuyés par le PAM ciblent toutes les écoles des zones arides ainsi que les établissements les plus vulnérables des zones semi-arides et des bidonvilles de Nairobi et de Mombassa.
3. Les objectifs du programme d'alimentation scolaire du PAM au Kenya sont conformes aux priorités et politiques nationales qui mettent l'accent sur l'éducation primaire universelle et sur la santé et la nutrition scolaires.

Figure 1. Chronologie de l'alimentation scolaire au Kenya



OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

4. Les objectifs de l'évaluation sont les suivants:
 - i) mesurer les effets directs et les impacts obtenus jusqu'ici au regard des objectifs annoncés dans les domaines de l'éducation, de la parité garçons-filles et de la nutrition;
 - ii) évaluer les effets directs et les impacts obtenus par rapport aux nouveaux objectifs du PAM en matière de filets de protection sociale (bien que ces objectifs n'aient pas été explicitement inclus dans la conception du programme) et estimer la mesure dans laquelle le programme est déjà susceptible de répondre aux objectifs du Gouvernement et du PAM en ce qui concerne les filets de protection sociale et la nutrition; et
 - iii) déterminer les changements nécessaires pour atteindre les objectifs du Gouvernement, ainsi que ceux du Plan stratégique du PAM (2008-2013) et de la politique proposée en matière d'alimentation scolaire.

MÉTHODOLOGIE SUIVIE POUR L'ÉVALUATION

5. La présente évaluation associe approches quantitatives et qualitatives. La composante quantitative repose sur une enquête menée dans les districts situés dans les zones arides et semi-arides et dans les bidonvilles de Nairobi. L'échantillonnage de l'enquête comprenait 68 écoles primaires sélectionnées de manière aléatoire parmi toutes celles du programme, 1 352 ménages (soit environ 20 par école) et 1 341 écoliers (normalement un par ménage), également choisis de manière aléatoire dans les registres d'inscription de ces écoles. Des questionnaires différents ont été soumis à chacune des catégories de l'échantillon. Les données recueillies dans chaque école portaient sur l'infrastructure, le personnel, les taux de scolarisation et d'assiduité, les notes aux examens, les activités d'alimentation scolaire et la participation des parents. Les données collectées auprès des ménages concernaient le profil des moyens d'existence, la santé, les habitudes de consommation, la structure des revenus et les parcours éducatifs. Les élèves ont été interrogés sur leur régime et sur leur consommation alimentaire sur les dernières 24 heures.
6. Faute de données de référence antérieures à la mise en place de l'alimentation scolaire, un groupe témoin a été constitué en sélectionnant au hasard dans les districts semi-arides des écoles où des repas avaient été servis seulement de temps à autre ou pas du tout au cours des deux trimestres scolaires précédents. Les indicateurs d'effets directs dans les établissements où l'alimentation scolaire a été pratiquement ininterrompue ont été comparés à ceux relevés dans les écoles où les repas étaient servis par intermittence ou pas du tout au cours des deux premiers trimestres scolaires de 2009. Les écoles témoins, auparavant appuyées par le PAM, avaient été placées sous la responsabilité du Gouvernement en 2008 en vue de leur intégration dans le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale. Le soutien du Gouvernement n'a été toutefois pleinement déployé qu'en juillet 2009.
7. L'analyse quantitative établit des comparaisons entre les écoles ayant bénéficié d'une intervention et les écoles témoins, entre les différentes zones agroécologiques (écoles urbaines, écoles appuyées par le Gouvernement dans les zones semi-arides, écoles appuyées par le PAM dans les zones arides et semi-arides), et entre trois groupes de vulnérabilité définis au moyen de l'analyse des composantes principales. Les comparaisons portant sur la vulnérabilité concernent uniquement les données recueillies auprès des ménages (et non celles émanant des établissements scolaires).

8. La composante qualitative de l'évaluation a fait appel à une méthode participative pour évaluer l'impact dans 16 des écoles sélectionnées. Cet échantillon a été constitué par choix raisonné parmi les établissements scolaires de différentes zones arides, semi-arides et urbaines, et comprend aussi des écoles témoins. L'équipe d'évaluation a conduit pendant deux jours dans chaque école des sessions participatives avec les élèves, les parents (dont certains étaient membres du comité de gestion de l'école), le personnel, les responsables communautaires et des parents n'envoyant pas leurs enfants à l'école. En outre, d'anciens bénéficiaires des initiatives d'alimentation scolaire ont été longuement interrogés afin de mieux cerner la corrélation entre repas scolaires et réussite plus avant dans la vie. Leurs témoignages sur l'impact de l'alimentation scolaire sur leurs vies constituent ce qui est désigné sous l'appellation "d'études de contrôle".

RÉSULTATS: ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE

9. À la lumière des données quantitatives et qualitatives, l'analyse montre que les repas scolaires ont un effet positif sensible sur certains indicateurs comme les taux d'assiduité, d'achèvement du cycle primaire, de poursuite des études dans le secondaire et les résultats aux examens. Les écoles proposant des repas ont enregistré des taux d'inscription et d'assiduité supérieurs, en particulier dans les petites classes. Le taux d'achèvement du cycle d'enseignement primaire était aussi plus élevé, notamment chez les filles, dans ces écoles. En outre, les élèves des écoles primaires en question ont été proportionnellement plus nombreux à poursuivre leurs études dans le secondaire. En ce qui concerne les indicateurs d'apprentissage, les enfants des écoles offrant régulièrement des repas ont obtenu de meilleurs résultats à leurs examens de fin de cycle, et le pourcentage des élèves de huitième année qui ont réussi les épreuves finales avec des notes supérieures à 300 était plus élevé. Les effets directs sur l'éducation ont été plus marqués dans les milieux urbains que dans les zones arides et semi-arides.
10. Toutefois, les repas scolaires n'inversent pas une tendance négative majeure constatée dans les effets sur l'éducation. Ainsi, on observe un fort taux d'abandon dans le primaire à l'approche de la puberté, qui est plus marqué chez les filles des écoles rurales. Dans les établissements des régions arides et des zones pastorales semi-arides, la plupart des écoliers ne terminent pas le cycle d'enseignement primaire, et parmi ceux qui le font, peu continuent dans le secondaire.

RÉSULTATS: NUTRITION

11. Suite à des entretiens qualitatifs et à une analyse du régime alimentaire portant sur les dernières 24 heures, les évaluateurs ont établi que les repas scolaires contribuaient notablement à réduire la faim et à améliorer l'apport nutritionnel. L'analyse nutritionnelle a cherché à déterminer l'utilité des repas scolaires dans la couverture des apports journaliers recommandés en éléments énergétiques, en protéines, en vitamine A, en fer et en iode. Moins de 10 pour cent des enfants avaient reçu les doses prescrites pour les nutriments en question (à l'exception de la vitamine A) la veille de l'enquête. Les repas du midi servis à l'école représentaient plus de la moitié de l'apport recommandé qui a été consommé par 40 pour cent des enfants. Les études qualitatives ont confirmé que le repas scolaire du midi était le repas principal de la journée pour bon nombre d'enfants, et dans bien des cas le seul. Le personnel scolaire et les parents ont également relevé que les repas réguliers pris à l'école amélioraient la santé des enfants, réduisaient l'incidence des maladies et augmentaient l'attention des élèves et l'intérêt qu'ils manifestaient en classe.

Les repas scolaires offrent certes un accès important à des aliments nutritifs mais ils ne compensent pas l'insuffisance de l'apport alimentaire à la maison, surtout chez les enfants pauvres des zones rurales. Ce constat est renforcé par le fait qu'il a été noté que nombre de ménages préparent moins de nourriture quand l'enfant reçoit un repas à l'école.

RÉSULTATS: FILETS DE SÉCURITÉ

12. L'analyse menée dans le cadre de l'évaluation a permis de déterminer que les repas scolaires offraient de multiples éléments de protection sociale. L'un des avantages les plus directs pour les ménages est d'ordre économique: en termes d'économies réalisées du fait de la réduction des achats alimentaires, l'alimentation scolaire représente entre 4 et 9 pour cent du revenu annuel des ménages. Les repas scolaires incitent également les parents à laisser leurs enfants à l'école toute la journée, ce qui libère du temps que près de 30 pour cent des ménages (voire plus en milieu urbain) consacrent à des activités rémunératrices. D'après les études de contrôle, les enfants diplômés disposant de moyens d'existence stables aident en retour leur famille proche, avec un sens du devoir profondément enraciné dans leur mentalité et largement reconnu par la parentèle. En outre, dans la mesure où l'alimentation scolaire améliore les taux d'achèvement des études, on constate un impact important –quoique difficile à mesurer– sur le bien-être.

COMMENT L'ALIMENTATION SCOLAIRE PRODUIT-ELLE DES RÉSULTATS?

13. Dans le contexte du bilan globalement positif du programme d'alimentation scolaire sur la période considérée, il existe des domaines dans lesquels l'exécution pourrait être améliorée.
14. L'absence d'une partie des éléments de l'enveloppe de services essentiels nuit à l'obtention des résultats escomptés. Il ressort de la présente évaluation que l'environnement matériel et l'environnement d'apprentissage de l'école constituaient des compléments essentiels des repas scolaires. Là où ces environnements sont déficients, les effets directs de l'alimentation scolaire sur la santé et l'apprentissage sont réduits. Au nombre des éléments de l'enveloppe de services essentiels qui appellent une attention immédiate figurent les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement dans les écoles. On observe un manque généralisé d'eau potable, d'équipements sanitaires et de latrines adéquates. L'eau est d'importance cruciale car il arrive que la nourriture ne soit pas préparée par manque d'eau et que les élèves et les parents soient chargés de l'approvisionnement. Il est urgent d'apporter des solutions plus durables à la crise de l'eau.
15. Un autre élément prioritaire de l'enveloppe de services essentiels est l'emploi de moyens de cuisson à bon rendement énergétique dans des structures abritées. Actuellement, ce sont les parents qui doivent fournir le bois de feu et, comme pour l'eau, cette tâche retombe souvent sur les enfants. De surcroît, une plus grande attention doit être accordée de façon générale à la nutrition et à la santé. Même si elle est prévue dans certains programmes d'enseignement, l'éducation sanitaire n'est pas dispensée de manière adéquate ni systématique aux élèves ou aux parents. L'intégration de ces éléments de l'enveloppe de services essentiels exige un niveau de collaboration institutionnel bien supérieur à celui que le PAM a réussi à mobiliser par le passé.

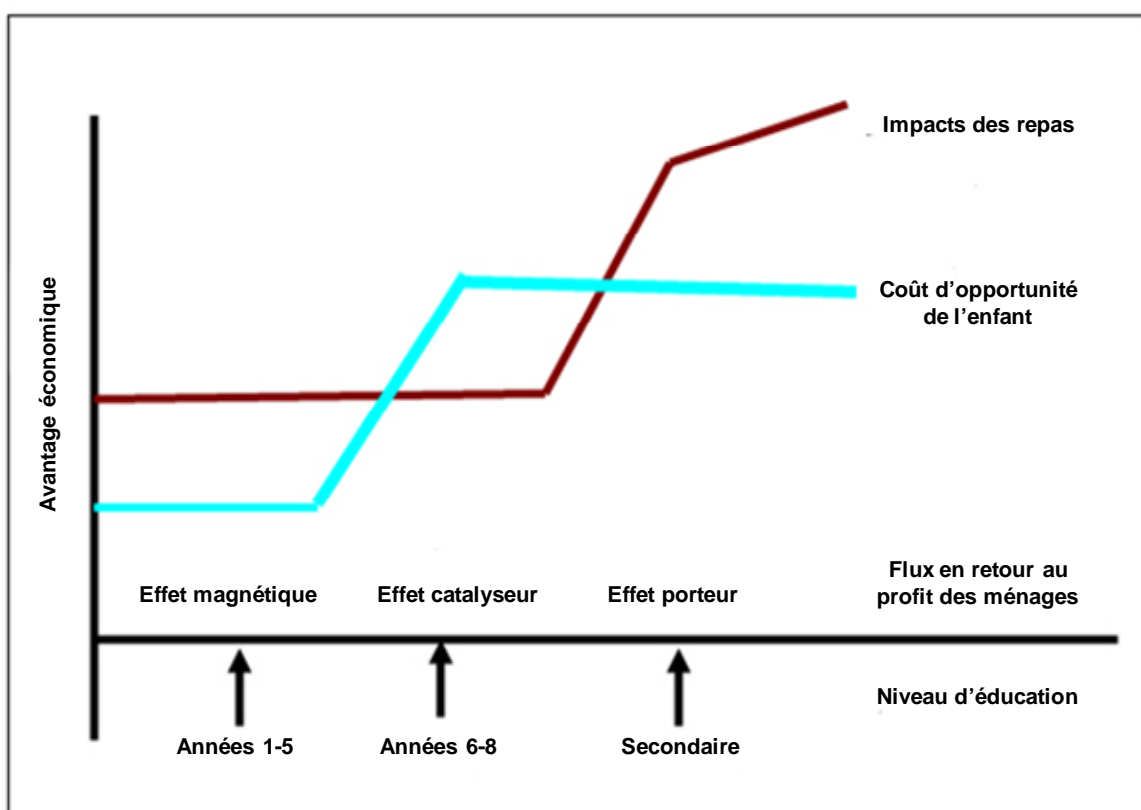
16. Deux autres facteurs limitent le succès de l'alimentation scolaire dans les écoles primaires: la qualité de l'environnement d'apprentissage et l'appui des parents et des communautés à l'éducation. Dans les écoles où des repas sont distribués, les élèves sont globalement plus nombreux, les classes plus chargées et le nombre d'élèves par enseignant plus élevé. Toutefois, le manque de temps dont disposent les enseignants, le manque de place dans les salles de classe et de matériel dans les écoles diminuent la probabilité que les élèves prennent goût à l'étude et obtiennent de meilleurs résultats scolaires.
17. En outre, le niveau d'implication des parents dans la vie de l'école et dans l'éducation de leurs enfants est insuffisant. La politique actuelle du Ministère de l'éducation délègue aux comités de gestion des écoles la responsabilité, entre autres, de superviser plusieurs aspects de l'alimentation scolaire. Or, les comités des écoles visitées se limitent à exiger des parents un appui sous forme de contribution financière, de bois de feu ou d'eau ou encore de main-d'œuvre, sans promouvoir systématiquement une participation communautaire plus poussée. Dans la plupart des établissements visités, l'école est perçue comme une propriété de l'État (ou de l'Église) et non comme un bien communautaire. Des expériences menées ailleurs montrent que les établissements scolaires peuvent devenir des plateformes de développement communautaire plus large contribuant à rapprocher l'école de la maison et à réduire les tensions culturelles. Ainsi, les écoles peuvent servir, pour l'ensemble des membres d'une communauté, de centres d'apprentissage où sont, par exemple, assurés des cours pour adultes ou des formations techniques destinées aux agriculteurs et aux éleveurs.
18. Diverses interventions comme celles au titre de l'enveloppe de services essentiels et du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale (PASPL) représentent un pas en direction de la transformation des écoles en biens communautaires. L'amplification progressive du programme susmentionné, mis en œuvre par le Gouvernement, est également un élément clé de la stratégie de viabilité adoptée par le PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire. Toutefois, la réussite du PASPL est subordonnée au renforcement de la collaboration intersectorielle. La coopération interministérielle indispensable pour que ce programme impulse le développement communautaire reste mal définie, et l'appui du PAM sur ce point est nécessaire.
19. La conception et la gestion du PASPL ne sont pas du ressort du PAM, même si ce dernier s'est engagé à renforcer les capacités du Gouvernement et peut jouer un rôle actif dans une approche du développement reposant sur les écoles. Par exemple, bon nombre de districts des zones arides et semi-arides n'ont pas encore mis en place la capacité productive nécessaire pour approvisionner les cantines scolaires, ce qui les empêche de tirer pleinement parti du programme gouvernemental. Le PAM pourrait appuyer le Ministère de l'éducation pendant la période de transition en compensant les pénuries de produits alimentaires (ou les éventuelles distorsions des marchés) au moyen d'un dispositif de banque alimentaire jusqu'à ce que les districts aient mis sur pied une infrastructure d'achat adéquate.
20. Les facteurs qui influent sur l'efficacité du programme varient considérablement d'une école à l'autre. Ainsi, l'équipe d'évaluation a constaté des disparités entre établissements, dans le nombre de jours de distribution de repas et le chiffre indiqué, en particulier dans les districts des zones semi-arides appuyés par le PAM. Les portions étaient aussi jugées insuffisantes dans certaines écoles –peut-être faute de disponibilités en produits alimentaires adéquates– et il a été constaté que les enfants étaient souvent obligés de fournir l'eau et le bois de feu.

21. Il faut s'attendre à ce type de problèmes dans la mise en œuvre de programmes complexes et dans un environnement difficile, et le personnel du PAM sur le terrain est en général apparu extrêmement compétent et dévoué. Cela étant, le suivi porte actuellement surtout sur la gestion des aliments, ce qui comprend la livraison, le stockage, la préparation et la distribution. Quand des difficultés surviennent, elles sont identifiées après leur apparition et signalées à Nairobi. Les facteurs nuisant à l'efficacité de l'alimentation scolaire pourraient être suivis plus rapidement et de manière plus systématique.

CHAÎNE D'IMPACT

22. La chaîne d'impact permet de décrire la dynamique entre repas scolaires et amélioration des moyens d'existence (voir figure 2 ci-dessous). Les repas scolaires ne suffisent pas à eux seuls à réaliser l'objectif global du PAM qui est d'assurer que les enfants soient en bonne santé et éduqués; la prise de décisions des ménages est à cet égard fondamentale. L'analyse a clairement fait ressortir que les repas scolaires jouent un rôle majeur pour attirer les enfants à l'école, où ils font connaissance avec le système scolaire. Les enfants, surtout les plus jeunes, viennent en classe parce que des repas y sont distribués. C'est ce que les évaluateurs appellent "l'effet magnétique". Si l'environnement scolaire est propice, il peut se produire un "effet catalyseur": les élèves prennent goût à l'apprentissage et commencent à s'apercevoir qu'il y a différentes voies dans la vie. Les repas scolaires ne permettent pas à eux seuls de déclencher l'effet catalyseur: il faut également une infrastructure adéquate et des conditions d'apprentissage favorables. À l'approche de la puberté, la valeur que représente le jeune pour le ménage est nettement supérieure à celle des repas scolaires, de sorte que des pressions économiques et culturelles incitent les élèves à abandonner leurs études. Les enfants qui poursuivent l'enseignement secondaire le font souvent parce que l'environnement familial ou communautaire est incitatif ou suite à l'intervention d'un "sympathisant" (parent instruit, organisation non gouvernementale [ONG] ou autre soutien). L'alimentation scolaire participe à cet "effet porteur" uniquement dans la mesure où ce type de programme peut être conçu pour surmonter des contraintes économiques et culturelles.

Figure 2. Avantages de l'alimentation scolaire tout au long de la chaîne d'impact



CONCLUSIONS

23. Au cours des dix dernières années, le PAM, en partenariat avec le Gouvernement kényan et des ONG, a mis en œuvre son programme d'alimentation scolaire de manière globalement efficace et efficiente. Il a ciblé les populations les plus vulnérables, noué des partenariats fructueux avec le Gouvernement aux échelons national et local, et adapté systématiquement et en temps utile la portée de ses opérations en fonction de l'évolution des besoins et des circonstances. Le programme est conforme aux priorités nationales dans les secteurs de l'éducation et de la santé.
24. Globalement, les objectifs de parité garçons-filles inscrits dans les programmes de pays du PAM ont été atteints en termes de scolarisation et d'assiduité, mais pas en ce qui concerne les taux d'achèvement des études. Ces résultats ne peuvent pas être attribués aux seuls repas servis dans les écoles en raison des nombreuses contraintes qui pèsent sur l'éducation des filles.
25. Les conclusions de l'évaluation indiquent que les avantages de l'alimentation scolaire sont limités quand ils ne s'inscrivent pas dans le contexte élargi de l'apprentissage, de la santé et des moyens d'existence. Sans environnement d'apprentissage approprié et sans soutien de la famille ou de la communauté, l'alimentation scolaire n'est guère efficace et ses impacts sont restreints. Pour justifier les investissements et atteindre les objectifs, le programme d'alimentation scolaire doit s'accompagner d'autres interventions visant à réduire les contraintes économiques, sociales et culturelles qui pèsent sur l'éducation et la

santé. La coopération interinstitutionnelle peut accroître considérablement les effets positifs des repas scolaires.

26. Une approche globale misant sur une collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle est nécessaire pour optimiser les améliorations découlant de l'alimentation scolaire. Le Gouvernement du Kenya a franchi un pas important dans cette direction par l'intégration de meilleures pratiques de santé dans le contexte éducatif et par la mise en place de son PASPL. Ces premiers succès devraient encourager un dialogue interinstitutionnel encore plus ambitieux et une programmation plus créative pour maximiser les impacts des repas scolaires. En raison de sa vaste expérience au Kenya, le PAM est bien placé pour contribuer substantiellement à ce processus.

RECOMMANDATIONS

A. Recommandations relevant de la compétence du PAM

27. **Recommandation 1:** le bureau de pays devrait réorienter le rôle de suivi joué par son personnel de terrain. L'équipe d'évaluation recommande un recentrage sur un système permettant de suivre les indicateurs relatifs aux facteurs qui limitent l'efficacité des repas scolaires: manque de bois de feu et d'eau ou charge que représente leur fourniture, nombre d'élèves par enseignant, nombre d'élèves par classe, brusque variation du nombre d'inscriptions (due à la violence, par exemple) et dégradation des infrastructures matérielles. Le bureau de pays devrait analyser ces indicateurs afin d'anticiper les problèmes susceptibles de survenir et de déterminer les écoles concernées, l'objectif étant de mettre au point des stratégies d'intervention adaptées et de communiquer les informations à d'autres acteurs du développement.
28. **Recommandation 2:** le bureau de pays devrait envisager de piloter une intervention de distribution de biscuits enrichis le matin dans les écoles particulièrement vulnérables des zones arides et semi-arides. Les données qualitatives recueillies semblent indiquer que la moitié des enfants inclus dans l'enquête arrivent à l'école le ventre vide. Or les enfants ont besoin d'énergie au début de la journée pour apprendre. Comme nombre de parents ne sont pas en mesure de servir un petit-déjeuner, une collation enrichie pourrait assurer l'apport énergétique nécessaire. Cette intervention pourrait être mise en œuvre à l'échelle pilote, en ciblant un petit nombre d'établissements scolaires parmi les plus vulnérables des zones arides et semi-arides. Il conviendrait d'évaluer rigoureusement les résultats de cette initiative au moyen d'un échantillon témoin et de données de référence.
29. **Recommandation 3:** le bureau de pays et les partenaires du PAM devraient lancer une campagne de sensibilisation à l'occasion de laquelle les membres diplômés des communautés participantes appuieraient l'octroi, dans des écoles secondaires reconnues, de bourses d'études aux filles dotées d'un fort potentiel. L'un des principaux freins à l'éducation des filles tient au décalage entre tradition et éducation. Le PAM et ses partenaires pourraient lever cet obstacle par un programme de bourse d'études à l'échelon provincial reposant sur des contributions individuelles et communautaires. Les bourses (et leurs bénéficiaires) feraient l'objet d'une large couverture médiatique et seraient une source de fierté pour la communauté. Ce type de programmes engendre non seulement l'effet porteur mentionné dans la présente évaluation, mais contribue aussi à associer les communautés à l'éducation.
30. **Recommandation 4:** le bureau de pays devrait mettre en place des programmes de mentorat afin d'accroître l'efficacité des repas scolaires. Pour l'heure, les administrateurs

des établissements, les enseignants et les comités de gestion des écoles n'ont guère de possibilités d'échanges. Cette initiative permettrait aux écoles plus performantes de faire connaître leurs meilleures pratiques aux autres écoles moins avancées et de créer ainsi des mécanismes de soutien mutuel. Les établissements mentors pourraient être récompensés sous la forme de ressources à investir dans les repas scolaires. De telles incitations pourraient stimuler un sentiment de fierté de la part des communautés à l'égard de leurs écoles et faciliter la diffusion des meilleures pratiques.

31. **Recommandation 5:** le bureau de pays et les partenaires coopérants devraient intégrer des activités utilisant des produits alimentaires pour améliorer l'environnement scolaire et encourager les communautés à s'impliquer. Le PAM dispose de diverses activités reposant sur les produits alimentaires, qui ont été utilisées pour améliorer l'infrastructure matérielle de 500 écoles. Le renforcement du suivi des indicateurs non associés aux produits alimentaires (recommandation 1) fournira les informations nécessaires pour concevoir des activités fondées sur les besoins et destinées à améliorer l'environnement scolaire (installation de clôtures pour éloigner les animaux, protection des sources d'eau et construction de réfectoires). Ces activités attireront également les membres de la communauté dans les écoles pour y assister à des séances de formation sur la santé et l'hygiène, l'élevage et les activités rémunératrices. Des ONG peuvent être engagées pour aider à appliquer cette recommandation.

B. Recommandations nécessitant une collaboration entre institutions et au sein de partenariats

32. L'équipe d'évaluation reconnaît que le PAM a une mission alimentaire et que la coopération institutionnelle n'est pas chose aisée. Mais les besoins en matière de santé et d'éducation ne peuvent être couverts exclusivement par l'alimentation et les recommandations ci-après ne sauraient pas être mises en œuvre par le PAM à lui seul. Les recommandations appellent une approche intégrée associant les organismes publics et d'autres acteurs, et elles constituent des options de programmation formulées à la lumière du Plan stratégique (2008-2013) et de la nouvelle politique en matière d'alimentation scolaire.
33. **Recommandation 6:** à titre de priorité dans le contexte de l'enveloppe de services essentiels, élaborer une stratégie d'approvisionnement des écoles en eau en collaboration avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des ONG et des donateurs. Le manque d'eau potable est un problème majeur pour la plupart des écoles se trouvant dans les districts des zones arides et semi-arides et un sérieux obstacle à la réussite des programmes d'alimentation scolaire. La rareté de l'eau est souvent saisonnière et liée aux sécheresses. Partant des informations de suivi sur le terrain (recommandation 1), le PAM peut déterminer les problèmes d'eau dans chacune des écoles. En collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires du développement (tels que le programme eau, assainissement et hygiène [WASH] et l'initiative des écoles "amies des enfants" du Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF]), un plan d'amélioration de l'accès à l'eau peut être établi sous forme de modèle et présenté aux donateurs. D'autres initiatives reposant sur les produits alimentaires peuvent être utilisées pour réaliser des projets de renforcement de l'approvisionnement en eau.
34. **Recommandation 7:** le PAM devrait mettre au point des stratégies globales pour maximiser les impacts de l'alimentation scolaire sur le développement (principale recommandation de la présente évaluation en termes de programmation). L'alimentation scolaire à elle seule est d'une utilité limitée, mais associée à d'autres interventions visant à

remédier aux contraintes pesant sur l'éducation et la santé, les effets positifs des repas scolaires peuvent être démultipliés. Ceci implique que l'alimentation scolaire ne devrait pas être programmée isolément. Comme c'est le cas des groupes de travail très efficaces qui œuvrent pour la sécurité alimentaire, le PAM pourrait préconiser l'élargissement du mandat d'entités existantes comme le groupe de travail du Ministère de l'éducation chargé de la nutrition, de la santé et des repas dans les écoles ou encore intégrer de nouveaux membres issus d'organismes compétents. Ce type de collaboration a déjà été mis en place au sein du nouveau modèle intégré Ministère de l'éducation et Ministère de la santé publique et de l'assainissement. Ce groupe serait chargé de promouvoir une approche globale de l'alimentation scolaire prévoyant des interventions complémentaires conçues pour répondre à des besoins particuliers.

- **Recommandation 7a:** le groupe de travail renforcé devrait proposer tout d'abord une évaluation des besoins de toutes les écoles primaires du pays, en commençant par celles des zones arides et semi-arides et des bidonvilles, et en s'aidant dans cette entreprise du Programme d'appui au secteur de l'éducation du Kenya (KESSP) II. Cette évaluation intersectorielle des besoins devrait s'appuyer sur la base de données actuelle du système d'information sur la gestion du secteur de l'éducation et répertorier des indicateurs relatifs non seulement à la scolarisation et à l'assiduité, mais aussi à l'infrastructure scolaire, au nombre d'élèves par enseignant, au nombre d'élèves par latrines, à l'accès à l'eau, aux installations de cuisine et réfectoires et autres facteurs ayant une incidence sur l'environnement d'apprentissage (voir la recommandation 6 sur l'eau). Cette évaluation (mise à la disposition de toutes les parties prenantes) constituerait le socle d'une approche intégrée de la santé et de l'éducation à travers l'alimentation scolaire. Elle servirait également de base de référence pour l'évaluation future des progrès accomplis dans le cadre du programme KESSP.
- **Recommandation 7b:** le groupe de travail devrait continuer à valoriser l'école au sein des communautés au moyen de l'alimentation scolaire. La distribution de repas attire les enfants à l'école et peut aussi amener les parents et d'autres membres de la communauté à fréquenter les établissements. Le véritable potentiel de l'alimentation scolaire est son effet d'attraction, et le rassemblement de parents et d'autres membres de la communauté dans les écoles offrirait une occasion importante d'apprendre et de partager l'information. Cette approche a été adoptée avec succès en Afghanistan, où les écoles sont aussi des centres d'alphabétisation pour adultes offrant des cours sur la promotion de l'égalité des sexes; au Brésil, où des associations d'agriculteurs produisent des aliments destinés aux repas scolaires; au Honduras, où les mères préparent les repas et les servent aux élèves; et en Sierra Leone, où des contrôleurs de l'aide alimentaire diffusent des messages de sensibilisation sur le VIH/sida auprès des parents et des enseignants.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

KESSP	Programme d'appui au secteur de l'éducation du Kenya
ONG	organisation non gouvernementale
PASPL	programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance